

GRÈVE DES MÉDECINS SPÉCIALISTES

Le SNPSSP procède à une évaluation d'étape

Le mouvement de grève illimitée initié par le Syndicat autonome des praticiens spécialistes de la santé publique (SNPSSP) se poursuit. Suite à des contacts avec le ministre de la Santé, le syndicat a réuni, hier, son conseil national pour décider des actions futures à entreprendre.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le premier responsable du secteur de la santé n'a pas tardé à réagir au mouvement de grève lancé par le syndicat des médecins spécialistes.

Une réunion, apprend-on du syndicat, a réuni, dans la soirée de mardi dernier, le représentant des médecins spécialistes avec le ministre de la Santé. C'est pourquoi le SNPSSP a tenu, hier, son conseil national pour évaluer son mouvement de grève, entamé depuis deux jours et décider des suites à donner à leur action.

Par ailleurs, selon le président du syndicat, pour son deuxième

jour, la grève a été massivement suivie. Le taux de suivi dépasse largement les 75 % observés le premier jour, affirme-t-il.

L'impact du mouvement, reconnaît le syndicaliste, a été beaucoup plus important à l'intérieur du pays qu'au centre. C'est le cas au CHU Mustapha-Pacha, à Alger, où les interventions chirurgicales programmées pour la journée d'hier dans les différents services de l'hôpital ont été assurées.

Chirurgie générale, chirurgie infantile, service d'ophtalmologie, aucun patient n'a été refoulé pour les consultations et aucune intervention n'a été reportée, assure-t-



Photo : Samir Sid

Les praticiens spécialistes reviennent à la charge.

on sur place. Pourtant, les médecins spécialistes de cet établissement affirment adhérer au mouve-

ment. La grève illimitée des spécialistes prendra-t-elle fin aujourd'hui ? Pour les grévistes, l'arrêt

du mouvement ne sera annoncé que lorsque l'ensemble des points soulevés dans la plate-forme des revendications des praticiens seront satisfaits.

Les revendications, pour rappel, tournent essentiellement autour de l'amendement du statut particulier, la révision du régime indemnitaire, qui, selon eux, doit s'aligner sur ce que réclament d'autres secteurs de la Fonction publique, notamment en ce qui concerne les primes dans les Hauts-Plateaux.

Il s'agit également de la question du service civil, l'attribution d'un quota de logements de fonction, du calcul des primes d'intéressement, de garde et de contagion ainsi que l'application de la carte sanitaire.

S. A.

GESTION DES ŒUVRES SOCIALES DE L'ÉDUCATION

Les commissions installées avant la fin de l'année

Fin du feuilleton sur la gestion des œuvres sociales de l'éducation. Une circulaire définissant les modalités d'élection d'une commission nationale et des commissions de wilayas sera promulguée au plus tard le 10 novembre prochain. D'ici le 31 décembre, le processus devra être achevé avec l'installation des dites commissions.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Au terme d'un bras de fer puis de négociations, le dossier de la gestion des œuvres sociales est en phase d'être résolu. De toutes les propositions émises, c'est finalement celle de confier la gestion des œuvres sociales à une commission nationale qui a été retenue.

Une commission s'attelle d'ailleurs à préparer le texte qui définira les modalités de ces élections inédites après des années d'hégémonie de la Centrale syndicale. L'idée ne satisfait pas tous les syndicats mais la tutelle a tranché en sa

faveur après avoir fait d'autres propositions. Le Cnapest applaudit. L'idée de mettre la gestion des œuvres sociales entre les mains des travailleurs du secteur loin de toute hégémonie syndicale avait été âprement défendue par la formation syndicale de Nouar Larbi.

Le Cnapest considère, en effet, que les syndicats doivent rester sur le terrain de la lutte pour arracher les acquis et ne pas s'impliquer de manière directe dans la gestion des œuvres sociales. Il n'exclut pas l'idée d'observer de loin le travail des commissions et de tirer la son-

nette d'alarme en cas de dérives. Le Snapest est également d'accord avec l'idée des commissions. Son coordonnateur Meziane Meriane expliquait hier que lors de la réunion du 24 octobre dernier, son syndicat avait défendu cette option en proposant un mécanisme à même de vérifier l'adhésion de la base à l'idée proposée.

Il estime que si le taux de participation aux élections atteint les 50 % et plus, cela voudrait dire que la base est d'accord pour ce mode de gestion, dans le cas contraire cela équivaldrait à un rejet de l'idée des commissions. Il propose dans ce cas de revenir à la proposition première du ministère de l'Éducation, à savoir l'installation de commissions de gestion au niveau des établisse-

ments scolaires. Meziane Meriane explique que «l'objectif de notre syndicat est d'aller vers plus de transparence et de contrôle car sans transparence, on ira forcément vers des dérives». Il estime que la balle est aujourd'hui dans le camp des travailleurs de l'éducation qui devront, sans distinction du corps auquel ils appartiennent, déterminer les modalités de gestion de la manne financière des œuvres sociales. Mais Meriane va plus loin considérant qu'il ne fallait pas s'engouffrer dans un faux débat pour oublier l'essentiel, à savoir demander des comptes sur la gestion antérieure des œuvres sociales qui étaient depuis toujours entre les mains de la Centrale syndicale.

N. I.

DEUXIÈME JOUR DE GRÈVE GÉNÉRALE DES ROBES NOIRES

Détermination affichée des avocats

Les robes noires persistent dans leur mouvement. La démonstration de force entamée mardi dernier se poursuit toujours avec comme conséquence directe, la paralysie totale de toutes les activités judiciaires. La détermination des avocats à maintenir cette «dynamique revendicative» a dominé, hier, les débats qui ont marqué la conférence de presse animée par le président du barreau d'Alger.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - En présence des membres du conseil du barreau d'Alger et un grand nombre d'avocats, M^e Sellini Abdelmadjid a réitéré «la détermination des robes noires à aller au bout de leurs revendications».

Mais en premier lieu, le conférencier a procédé à une évaluation de la première journée de grève dans la capitale, en la qualifiant de «succès» et de «massivement suivie». Le président du

barreau d'Alger a estimé à ce sujet que «les revendications des avocats sont légitimes et ne souffrent aucune ambiguïté». Il cite notamment «l'urgence de procéder au retrait des deux codes de procédures civile et pénale et du projet de loi portant réorganisation de la profession d'avocat».

M^e Sellini n'y est pas allé par quatre chemins pour dénoncer «la justice des statistiques et expéditive» ou encore celle qui «bafoue les droits des justiciables». Et en guise d'argument aux propos du bâtonnier, un avocat nous fera part d'un cas inédit qui a eu lieu il y a quelques jours au niveau de la cour d'Alger.

Il s'agit d'une délibération qui n'a duré qu'une dizaine de minutes et dont la sentence était la peine capitale prononcée à l'encontre de deux femmes.

Le bâtonnier d'Alger a tenu à rappeler à l'assistance «la problématique de la formation des avocats» ou encore «la concurrence illégale pra-

tiquée par les cabinets d'avocats étrangers qui contournent la loi sur la profession d'avocat en Algérie et s'installent en tant que société commerciale sur la base d'un registre du commerce afin d'accéder aux différentes consultations juridiques».

Pour sa part, M^e Nouredine Benissad, membre du barreau d'Alger, a indiqué que «ce projet de loi a été conçu à l'époque de l'état d'urgence et qu'il est intervenu avant le Printemps arabe et l'annonce par le président de la République de réformes politiques».

C'est dans cette optique que M^e Benissad a plaidé «pour l'intégration de ce projet dans le cadre de ces nouvelles données et de garantir sa conformité avec la Constitution, les conventions internationales en matière des droits de l'homme, et ce, pour consacrer les droits à la défense et donc les droits des justiciables et des citoyens».

A. B.

PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

L'association El Quelaâ investit les quartiers de la capitale

L'association El Quelaâ lance un appel aussi bien aux collectivités locales qu'aux citoyens en vue de les sensibiliser à l'amélioration du cadre de vie et à la protection de l'environnement au niveau de la capitale.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - «Stop à la dégradation de mon quartier», tel est le slogan que veut porter haut et fort l'association El Quelaâ qui active principalement

dans les quartiers de la capitale. Lors d'une conférence de presse tenue hier, Haddadi Hamid, secrétaire général de l'Association, a expliqué que le travail de l'association vise avant tout la sensibilisation des citoyens aux questions relatives à la protection de l'environnement et à la préservation du cadre de vie des habitants.

Les membres de l'association, créée en 2003, expliquent que des actions quotidiennes doivent être initiées pour attirer l'attention aussi bien des grands que des petits

sur la nécessité d'opter pour une culture environnementale.

«Les quartiers se dégradent, le cadre de vie aussi, les ordures sont jetés à même les trottoirs et les jardins publics de la capitale n'ont plus leur visage d'antan, ceci sans parler du manque de civisme, de la violence au niveau des quartiers et du non-respect des règles du bon voisinage», déclare M. Haddadi. Ce dernier notera, en outre, que l'association tente au quotidien de faire parvenir les préoccupations des citoyens aux déci-

deurs. Haddadi Hamid mettra aussi l'accent sur la disponibilité ponctuelle des responsables des Epic de la capitale, qui, selon lui, répondent rarement présents quand ils sont sollicités pour appuyer les actions de l'association.

Par ailleurs, le projet actuel de l'association El Quelaâ est l'organisation d'un concours de dessin pour les enfants, le 7^e du genre. A ce jour, selon l'intervenant, 4 000 dessins ont déjà été reçus par l'association.

F.-Z. B.